

Santé, Protection animale, Environnement  
2 rue Pierre Bonnard  
CS 70590  
64010 Pau

Pau, le 09/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **HARAGUY JAMBON DE BAYONNE**

Route de Sauveterre  
64120 Aïcirits-Camou-Suhast

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2026 dans l'établissement HARAGUY JAMBON DE BAYONNE implanté Route de Sauveterre 64120 Aïcirits-Camou-Suhast. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection est réalisée dans le cadre d'une pollution du cours d'eau Eyherachar survenue le 31 mars 2026.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HARAGUY JAMBON DE BAYONNE
- Route de Sauveterre 64120 Aïcirits-Camou-Suhast
- Code AIOT : 0056400026
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

## **Présentation de l'installation**

L'établissement HARAGUY JAMBON DE BAYONNE est une industrie agro-alimentaire de type salaisons de jambons (mise aux sels, desossage, tranchage, conditionnement).

Il est soumis au régime de l'enregistrement au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, rubrique n°2221 de la nomenclature (quantité autorisée de produits entrants : 20 t/j). Les prescriptions générales sont celles de l'arrêté ministériel du 23 mars 2012. Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral n°97/IC/233 du 22 septembre 1997, puis les arrêtés préfectoraux pris en 2008 et 2011.

Il a été repris par le groupe FIPSO SALAISONS en mai 2021 incluant les deux autres sites d'Orthez et de Sauveterre de Béarn. Cette reprise a engendré une réorganisation des 3 sites avec le regroupement de l'activité de tranchage et conditionnement du groupe sur le site d'Aicirits en complément de l'activité actuelle de fabrication de jambons. Le site de Sauveterre de Béarn sert de stockage d'emballage et de produits sous-vides en attente de traitement sur le site d'Aicirits ou transfert vers la plateforme de commande à St Sever (40).

Le site d'Aicirits devient le siège social du groupe. Un projet d'augmentation du niveau d'activité est à l'étude.

## **Contexte de l'inspection :**

- Accident

## **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Emissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 36 à 40	Demande d'action corrective	
2	Accident effluent industriel	Code de l'environnement du 11/08/2025, article R.512-69	Demande d'action corrective	

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pollution du cours d'eau Eyherachar dû à un problème de pré-traitement des effluents industriels notamment au niveau des graisses, à un dysfonctionnement des barrières de sécurité au niveau du bassin tampon d'Haraguy et du poste de relevage de la SDEPE et à un problème de réseau et de fonctionnement entre les deux structures.

Les mesures d'urgence et de renforcement de la surveillance ont été prises par l'exploitant.

Sont attendus des travaux d'amélioration (mise en conformité) du pré-traitement, une mise à jour du plan des différents réseaux de l'usine et une actualisation et mise en conformité du fonctionnement des flux entre les deux structures.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Emissions dans l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 36 à 40
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
<b>Prescription contrôlée :</b> Respect des valeurs limites
<b>Constats :</b> Non-conformité : dépassement des valeurs limites de surveillance des rejets industriels avant envoi vers le réseau d'assainissement collectif de St Palais pour les paramètres graisse (SEC), MES, DBO5 et DCO pour les années 2024 et 2025. Les améliorations apportées par l'exploitant sur le process de fabrication des jambons, notamment le pannage au pinceau à la place du pistolet (diminution des rejets dans les eaux industrielles) n'ont pas permis d'améliorer les résultats sur le long terme, dégradation des résultats depuis 2024. Des travaux d'améliorations du pré-traitement avaient été demandés à l'exploitant avec propositions de devis en lien avec le projet envisagé d'augmentation du niveau d'activité du site (devis VEOLIA réalisé). Deux réunions en ce sens ont été programmées en février et en avril 2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

### N° 2 : Accident effluent industriel

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/08/2025, article R.512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration accident
<b>Prescription contrôlée :</b> Mesures d'urgence et rapport d'accident
<b>Constats :</b> L'inspection est informée, le matin du 1er avril 2026, par le service Défense Protection Civile de la préfecture d'une pollution, la veille en fin de journée, du cours Eyherachar sur 2 km, provenant de la salaison de jambon HARAGUY situé à Aicirits (pollution circonscrit par les pompiers en installant des boudins absorbants au niveau du stade de St Palais). Le responsable est immédiatement joint par téléphone ainsi que les agents de l'OFB en charge de l'affaire. Une inspection est programmée le 03 avril à partir de 9h en présence de M. Gravier, directeur du pôle salaison et M. Sinic, responsable Qualité Hygiène Environnement. En fin de matinée, entre 11h30 et 12h, nous nous sommes rendus avec le directeur sur 2 sites avec prises de photos du cours d'eau et des ouvrages (bassin tampon site Haraguy, poste de relevage SDEPE, bassin des eaux pluviales). Les photos du cours d'eau ont été prises au niveau du site d'Haraguy et au niveau du stade de St Palais jusqu'au point de rejet dans la Bidouze. L'inspection s'est rendue ensuite seule, en partant, au niveau du cours d'eau à environ 750 m en amont du site d'Haraguy. Les mesures d'urgence ont été rapidement prises par l'exploitant et la SDEPE : - 31 mars : arrêt des pompes de transfert côte Haraguy et SDEPE pour stopper le déversement - 1er avril : pompage , nettoyage de l'ensemble des ouvrages concernés par la SDEPE et la société

BLTP.

- remise en service du traitement avec mise en place d'une surveillance bi-journalière des différents ouvrages (bassin tampon, poste de relevage SDEPE, dégrilleur et bassin des eaux pluviales) y compris les week-ends.

Un point est réalisé avec l'exploitant sur les causes : il soumet l'hypothèse d'un dysfonctionnement des poires de niveau dans un premier temps (formation d'une mousse blanche) au niveau du bassin tampon Haraguy et dans un deuxième temps de celles du poste de relevage SDEPE. Aucune alarme n'a été déclenchée au niveau des deux structures.

Constat de l'inspection :

- dysfonctionnement au niveau du pré-traitement des graisses sur le site d'Haraguy,
- dysfonctionnement au niveau des barrières de sécurité du bassin tampon géré par la société Haraguy et du poste de relevage géré par la SDEPE (situé à quelques mètres du bassin tampon),
- questionnement sur la gestion du trop-plein du poste de relevage de la SDEPE relié directement par une canalisation enterrée (jugée non-conforme) au bassin de gestion des eaux pluviales du site Haraguy.

L'inspection informe l'exploitant de l'obligation (depuis janvier 2026) de procéder à la télédéclaration de l'accident.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

